

# Seuils de pauvreté et projets d'équipement agricole : Une étude de cas sur 4 exploitations cotonnières du Nord-Cameroun

Eric VALL\*, Patrice DJAMEN\*\*, Michel HAVARD\*\*\*, Marc ROESCH\*\*\*

\* zootechnicien, CIRAD/EMVT, TA 30/A, Campus International de Baillarguet, 34398 Montpellier, France

\*\* zootechnicien, SADEL/GIE, BP 293, Garoua, Cameroun

\*\*\* agro-économistes, CIRAD/TERA, TA 60/15, 73 rue Jean Breton, 34398 Montpellier, France

**Résumé.** Cette étude analyse 4 projets d'équipement à traction animale d'agriculteurs du Nord-Cameroun et les stratégies financières mises en œuvre à cet effet. Un tel projet est un processus complexe mettant en jeu des éléments techniques, économiques et stratégiques en interaction suivant un schéma incertain du fait de la précarité de la situation des producteurs. En se basant sur une typologie des recettes et des dépenses et une approche globale du fonctionnement économique de l'exploitation (trésorerie, épargne, capacité d'autofinancement), l'étude montre que le financement d'un attelage requiert plusieurs années et une mobilisation équilibrée de l'ensemble des ressources financières de l'exploitation (coton, vivriers, élevage...).

Mots clés : traction animale, financement, Cameroun

**Abstract.** Financing draught animal power in the cotton zone of North Cameroon : financial management and farmers strategies. This study analyses 4 projects for animal traction equipment for farmers in North Cameroon (Tableau I) and the financial strategies used for the purpose. This type of project is a complex process involving interacting technical, economic and strategic elements (Figure 1) based on a scheme which is uncertain because of the precarity of farming. Based on a system of income and expense (Tableau II) and a global approach to the economic management of the farm, cash-flow (Figure 2), savings (Tableau III, Figure 3), ability for self-financing (Figure 4), the study shows that financing a draught team requires several years and the balanced management of all the farm's financial resources (cotton, self-sufficiency, livestock...).

Keywords: animal traction, financing, Cameroon

## Introduction

Dans la zone cotonnière du Nord-Cameroun 25 % des exploitations seulement possèdent un attelage (55 000 paires de zébus, 25 000 ânes de trait ; Gaudard, 2001). L'équipement se compose au minimum d'une charrue, parfois d'un outil de sarclage ou de buttage et d'une charrette (respectivement : 62 000, 13 000, 11 000 et 5 000 unités). Les revenus financiers du coton et les services d'appui proposés par la Sodécoton<sup>1</sup> (crédits, services vétérinaires, vente d'équipements, vulgarisation technique) ont permis un développement significatif de la technique (Vall et *al.*, 2002).

---

<sup>1</sup> Société de développement du coton au Cameroun

On connaît les raisons qui ont motivé l'adoption de la traction animale (effet décisif sur la productivité du travail, diminution de la pénibilité des tâches agricoles... ; Vall et *al.*, 2002 ; Havard et *al.*, 2000). Sa multi-fonctionnalité en a fait une composante essentielle des stratégies des producteurs (culture attelée, transport, synergies agriculture-élevage, activités génératrices de revenus). En revanche, on connaît mal la manière dont les agriculteurs conçoivent un projet de traction animale et les stratégies financières mises en œuvre à cet effet, ce qui a justifié l'étude présentée ci-après, dont les objectifs étaient de :

1°) comprendre comment le producteur raisonne un projet d'équipement selon ses besoins, possibilités et objectifs ;

2°) analyser les pratiques paysannes de financement de la traction animale, basée sur un diagnostic économique global de l'exploitation.

## Méthodologie

L'étude a consisté, durant une année de référence (09/2001 à 08/2002), au diagnostic et au suivi des projets d'équipement de traction animale de 4 producteurs (Tableau I)

**Tableau I.** Caractéristiques des 4 exploitations et détail des projets des producteurs

Agriculteurs	J. K.	B. T.	A. I.	D. Z.
Village	Ouro Labo III	Ouro Labo III	Cékandé	Cékandé
Age chef exploitation (ans)	41	36	26	61
Surface cultivée (ha)	2,25	1,75	2,25	2,50
Actifs (u)	2,5	2,0	2,0	3,0
Bouches à nourrir (u)	4,5	3,0	3,0	6,0
Surface/actif (ha/act)	0,9	0,9	1,1	0,8
Surface coton (ha)	1,50	0,75	1,00	1,00
Surface maïs (ha)	0,25	0,25	0,25	0,50
Surface arachide (ha)	0,25	0,50	0,50	0,50
Surface sorgho (ha)	0,25	0,25	0,50	0,50
Sole coton (%)	67	43	44	40
Sole maïs (%)	11	14	11	20
Sole arachide (%)	11	29	22	20
Sole sorgho (%)	11	14	22	20
Production coton (kg)	2 100	600	1 100	1 000
Production maïs (kg)	400	700	500	1 000
Production arachide (kg)	300	600	400	400
Production sorgho (kg)	300	200	600	500
Rendement coton (kg/ha)	1 400	800	1 100	1 000
Rendement maïs (kg/ha)	1 600	2 800	2 000	2 000
Rendement arachide (kg/ha)	1 200	1 200	800	800
Rendement sorgho (kg/ha)	1 200	800	1 200	1 000
Animaux de trait (bovins)	0	0	0	2
Charrue (u)	0	0	1	1
Sarcleur (u)	0	0	1	1
Pousse-pousse (u)	0	0	0	1
Bovins	0	0	0	4
Caprins/Ovins	0	7	3	4
Porcins	0	5	0	0
Volailles	2	5	10	6
Projet TA (bovins)	+2	+2	+2	+2
Projet TA (asins)	0	+1	0	0
Projet TA (charrue)	0	+1	0	+1
Projets autres	Mariage	Pousse-pousse	Décortiqueuse	Pulvérisateur

Légende : traction animale (TA)



Dans le contexte local, le suivi de la gestion financière d'une exploitation a nécessité une collecte intégrale des informations à la source et de nombreux recoupements. En conséquence, le nombre d'exploitation a volontairement été limité à 4. Les producteurs ont été retenus sur les critères suivants : 1°) tous avaient un projet d'équipement à traction animale pour 2002 (pour J.K., B.T. et A.I., il s'agissait d'un premier équipement et pour D.Z. d'une augmentation de l'équipement) ; 2°) leurs exploitations, en polyculture (coton, céréales, légumineuses) et petit élevage intégré, étaient représentatives de la moyenne régionale (Havard et *al.*, 2000). De plus, 2 producteurs (A.I. et D.Z.) suivaient un programme expérimental de conseil de gestion (Djamen et *al.*, 2000) ce qui nous paraissait intéressant pour comparer les pratiques de gestion avec les 2 autres.

### ***L'échantillon***

En septembre 2001, J. K. était veuf (2 enfants à charge). Il louait 20 % de ses terres. Le coton dominait l'assolement et son rendement était le plus élevé de l'échantillon. L'arachide était destinée à la vente et les céréales à l'autoconsommation. Il n'a pas déclaré d'activités extra-agricoles. Dépourvu d'attelage, il avait en projet l'achat d'une paire de bœufs. Un remariage était en vue.

B. T. était marié (2 jeunes enfants). Il louait 40 % de ses terres. Ses rendements coton et sorgho étaient faibles, celui du maïs élevé. Le maïs et le sorgho étaient destinés à l'autoconsommation, la majorité de l'arachide et du niébé à la vente. Il comptait l'élevage porcin pour financer ses nombreux projets 2002 (âne, bovins, charrue...).

A. I. était marié (2 jeunes enfants). Il louait 80 % des terres et avait un ratio surface/actif élevé. Il réservait 80 % du maïs, 50 % de l'arachide et 30 % du niébé pour l'autoconsommation. Il comptait vendre tout le sorgho. Il faisait du petit commerce (savon, pétrole...) et du décorticage de l'arachide. Son élevage était limité. Il possédait une charrue et un ensemble sarcleur mais pas d'animaux de trait. Il projetait d'acheter une paire de bovins.

D. Z. était marié (5 enfants dont 4 scolarisés en primaire). Il possédait ses terres. Son ratio surface/actif était le plus bas. Ses rendements étaient moyens. Il réservait pour l'autoconsommation la totalité du sorgho et 60% du maïs et de l'arachide (le restant était destiné à la vente). Il possédait une paire de bovins (qu'il comptait remplacer), une charrue, un ensemble sarcleur et un pousse-pousse. Il élevait au moins 2 vaches et des caprins. Il projetait l'acquisition d'une paire de bovins supplémentaire et d'une charrue pour un fils.

### ***Collecte et analyse des données***

#### **Stratégie d'équipement du producteur**

Pour chaque agriculteur, et pour l'année de référence considérée, un inventaire des projets prévisionnels (traction animale et autres) a été réalisé en novembre 2001 : description du projet, justification, modalités de financement, impact sur l'exploitation. Un second questionnaire inventoriant les objectifs à moyen terme, les contraintes d'exploitation et les solutions envisagées par le producteur a été appliqué en février 2002. Il visait à apprécier l'adéquation du projet traction animale avec les objectifs du producteur, sa pertinence pour lever les contraintes et les impacts escomptés. Ces données ont permis de construire une représentation schématique des interactions entre les éléments pris en compte durant la phase d'équipement et de mieux cerner la nature des difficultés rencontrées.

## Pratiques de gestion et de financement

Nous avons procédé par une approche globale de la gestion économique de l'exploitation. Les 4 producteurs ont été enquêtés en novembre 2001 sur les éléments suivants : structure de l'exploitation, productions végétales 2001, cheptel et productions animales, programme de vente prévisionnel des productions, activités extra-agricoles, crédits, dettes, forfaits et épargne en cours, dépenses domestiques prévisionnelles, dépenses de main-d'œuvre et de location d'attelage, équipement agricole, assolement prévisionnel 2002.

Le fonctionnement économique des 4 exploitations a été analysé en se basant sur une typologie des recettes et des dépenses, une typologie des modalités d'épargne et sur 3 indicateurs :

1°) **Le solde de trésorerie (ST)** a été estimé au jour le jour grâce à un suivi des mouvements financiers (recettes, dépenses, épargne, crédit) contrôlés par le chef d'exploitation<sup>2</sup>. Pour tenir à jour la liste des mouvements, 4 passages ont été nécessaires (novembre 2001, février, mai et août 2002).

2°) **La valeur monétaire de l'épargne (VME)** a été estimée rétrospectivement en prenant en compte les ventes des produits agricoles des petits animaux (volailles, petits ruminants, porcins) et l'épargne monétaire. L'autoconsommation, les animaux de trait et le capital mort ont été exclus de la VME car leur vente mettrait en péril l'exploitation. Faute de mercuriales disponibles, les prix utilisés pour calculer la VME ont été ceux déclarés par le paysan lors de la vente.

3°) **La capacité d'autofinancement (CA)** a été estimée au jour le jour par la somme  $ST + VME$  déduite d'un montant de liquidité de sécurité déclaré par le producteur pour faire face à un besoin urgent (entre 0 et 40 000 Fcfa).

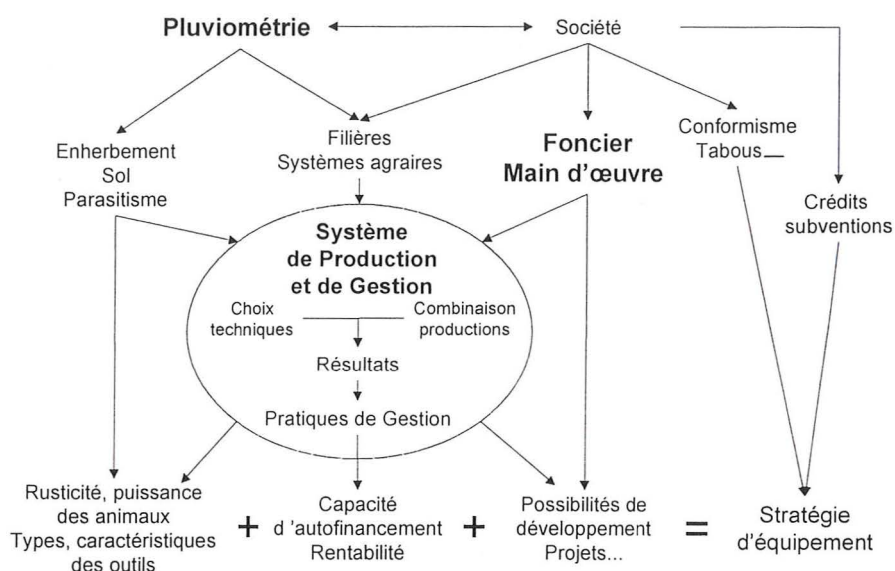
## Résultats

### *Élaborer un projet d'équipement : un processus complexe*

Le projet d'équipement mettait en jeu des éléments techniques, économiques et stratégiques en interaction (Figure 1) suivant un schéma rarement précis et définitif, du fait de la situation d'incertitude des producteurs.

---

<sup>2</sup> Il s'agit de familles peu élargies, dans lesquelles le chef d'exploitation contrôle la majorité de ces mouvements.



**Figure 1.** Représentation des éléments pris en compte par le producteur lors d'un projet d'équipement et leurs déterminants

### Eléments techniques

Les éléments influant sur le choix de l'espèce animale (zébu, âne ou poney) et des outils (types et caractéristiques) étaient les conditions d'enherbement, le type de sol (lourd, léger), l'environnement parasitaire (glossines...). Ces éléments, comme les critères de conformation et de caractère des animaux, étaient bien appréhendés par les producteurs.

Cependant, les préférences ne paraissaient pas totalement fondées sur une vision objective des besoins et des perspectives d'évolution (préférence de la paire de bovins malgré la dimension modeste des exploitations et des prévisions d'augmentation de surface limitées ; refus d'alternatives plus économiques et innovantes comme la paire d'ânes, le monobovin ; ostracisme à l'encontre de la vache de trait<sup>3</sup>).

### Eléments économiques

Les producteurs ont des difficultés pour apprécier leur capacité d'autofinancement, pour envisager l'effet de la traction animale sur la rentabilité de leur activité et pour développer une vision progressive de l'équipement ; difficultés soulignées par d'autres auteurs « *dans les pratiques de gestion des producteurs, l'incertitude prédomine, la prévision et l'avenir sont rarement envisagés au delà d'une campagne* » (Djamen et al., 2000).

La capacité d'autofinancement des producteurs était modeste (au plus 250 euros/an/exploitation, cf infra) et fonction de leurs résultats technico-économiques, de leur habileté à gérer les différentes formes d'épargne et de leur faculté à contrôler les dépenses non prioritaires. Les plans de financement élaborés entre les récoltes et le paiement du coton se sont avérés fragiles (souvent faute d'aides au financement disponible).

Concernant l'effet de la traction animale sur la rentabilité de l'activité, les producteurs ont cité par ordre d'importance décroissant : l'augmentation de la surface cultivée ; de meilleurs rendements ; des revenus directs (location de l'attelage) et indirects (plus value à la réforme des bovins). D'autres travaux (Vall et al., 2002) confirment la pertinence du premier et du

<sup>3</sup> Que l'on ne rencontre pas chez les utilisateurs de la traction asine.



troisième argument. En revanche, le second n'est valable qu'en cas de mécanisation complète et notamment des travaux d'entretien (cas de A.I. et D.Z.).

### Eléments stratégiques et opportunités

Malgré les informations lacunaires livrées par les paysans sur ces aspects, les enquêtes ont indiqué la dépendance des projets : de la situation du producteur (atouts/contraintes), des objectifs visés à moyen terme et des opportunités.

1°) Les agriculteurs avaient tous en tête un portefeuille de projets dont un projet « traction animale ». Les possibilités de financement étant limitées, ces projets étaient concurrents. La précarité des producteurs a conduit à de fréquents ajustements de priorités.

2°) La cohérence entre le projet d'équipement, les contraintes de l'exploitation et les objectifs du producteur n'est jamais apparue évidente, d'autant plus que les paysans ont dévoilé progressivement leur portefeuille de projets (après plusieurs mois d'enquête lorsqu'une certaine confiance fut établie).

3°) Dans une perspective d'amélioration des performances technico-économiques, les producteurs cherchaient à augmenter de manière équilibrée le disponible en énergie agricole, la réserve foncière et la main-d'œuvre.

4°) Certains facteurs socio-économiques ont influencé le choix d'un attelage et notamment les options retenues par la société cotonnière. On pourrait également citer (Vall et *al.*, 2002) les tabous et les usages coutumiers (réticence à atteler des vaches), le conformisme social (régions à « ânes », régions à « bovins »). Enfin, les opportunités d'aide au financement (crédits) auraient pu jouer un rôle décisif sur la décision finale du producteur si des crédits animaux existaient).

### Financer un attelage : une étape difficile

#### Typologie des recettes et des dépenses, solde de trésorerie

##### Recettes

On a distingué 3 types de recettes (Tableau II).

**Tableau II.** Typologie des recettes et des dépenses pour les 4 agriculteurs étudiés

	J. K.	B. T.	A. I.	D. Z.	Moyenne
Total des recettes (Fcfa) (*)	436 040	353 600	467 600	744 000	500 310
R. cotonnière (% des R. totales)	92	33	56	37	54
R. issues d'autres productions agricoles (%)	6	23	32	15	19
R. issues de l'élevage (%)	0	30	5	35	18
R. à périodes prévisibles (%)	2	14	7	13	9
Total des dépenses (Fcfa)	464 700	379 750	429 240	775 050	512 185
D. à période fixée (% des D. totales)	43	37	53	25	40
D. obligatoires et imprévisibles (%)	23	42	18	19	25
D. pouvant être déplacées (%)	34	21	29	56	35

(\*) les recettes n'incluent pas le reliquat de trésorerie initial ce qui explique que parfois, le total est inférieur au total des dépenses

1°) Le paiement du coton a été un élément central de la stratégie de gestion des producteurs (ils étaient surs d'être payés à une date connue à l'avance<sup>4</sup>), mais aussi de celle des

<sup>4</sup> Le paysan a une idée de la recette dès la mise en culture (8 à 10 mois avant le paiement) et une estimation assez précise du montant réel dès la récolte (2 à 3 mois avant le paiement).

commerçants et des organismes de crédit (Kénikou, 2000). Les montants distribués ont été conséquents mais variables selon les cas.

2°) Les recettes issues des productions agricoles non cotonnières et de l'élevage (37 % du total) ont relevé de la décision des producteurs de déstocker. La proportion élevage/agriculture était variable, traduisant des stratégies différentes. Pour B.T. et D.Z. ces recettes étaient principalement issues de l'élevage, pour A.I. de l'agriculture. Pour J.K., elles ont été marginales. Ces recettes dépendaient de la fluctuation erratique des prix agricoles<sup>5</sup>. Les paysans ont commencé par vendre des petites quantités d'arachide en fin d'année, réservant les céréales pour la fin de la saison sèche lors de la remontée des cours. Les ventes d'animaux ont été moins « saisonnées », intervenant selon les besoins.

3°) Les recettes à période prévisible étaient issues d'activités hors exploitation (salaires agricoles, petit commerce, artisanat...) qui ont lieu aux mêmes périodes tous les ans. Les montants, faibles mais réguliers sur quelques mois, ont permis de couvrir les dépenses courantes et évité de faire des prélèvements de nourriture sur le grenier. Leur contribution au revenu des ménages augmente dans les régions où l'agriculture est moins rentable (25 % dans l'Extrême-Nord contre 10 % dans la province du Nord ; Raubec, 2001).

### *Dépenses*

On a distingué 3 types de dépenses (Tableau II).

1°) Les dépenses à période fixe, les plus importantes, sont à caractère social (Noël, Ramadan, rentrée scolaire...) ou bien liées à la production (location de terres et d'attelages, intrants, main-d'œuvre). Le producteur était forcé de payer ou de s'endetter<sup>6</sup> lorsqu'elles sont survenues.

2°) Les dépenses obligatoires et imprévisibles, éminemment variables selon les cas, ne pouvaient être repoussées (santé, décès, accueil...). Les achats d'aliments en période de soudure sont entrés dans cette catégorie (seul J.K. a été concerné). Pour anticiper ces dépenses, B.T., A.I. et D.Z. ont constitué une épargne de sécurité au paiement du coton (J. K. a considéré cette précaution facultative).

3°) Les dépenses différables sur quelques mois ont été : les grosses dépenses pour le ménage (habillement, habitat, voyage...) et les dépenses d'équipement pour l'agriculture (bœufs, charrues...). Elles constituaient un objectif et non une obligation. Effectuées si les ressources existaient, elles s'inséraient dans un projet de développement de l'exploitation.

### *Adéquation recettes-dépenses et trésorerie*

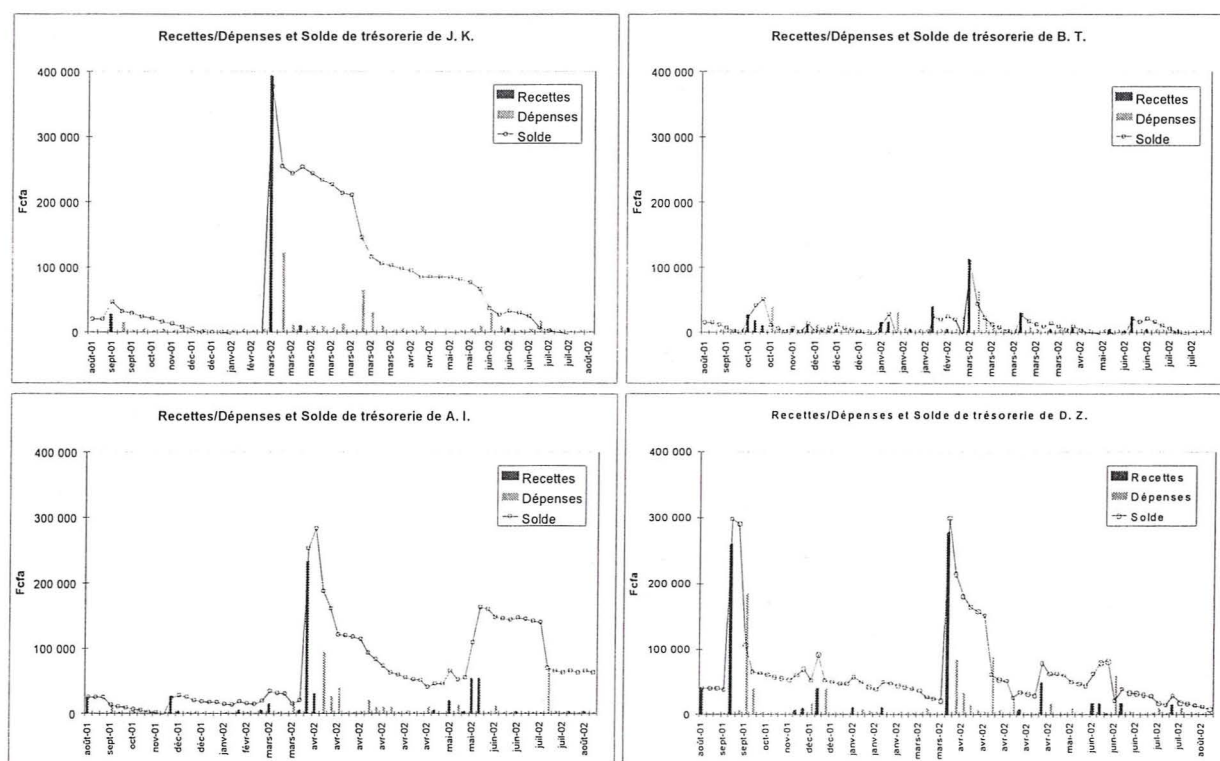
Les données mensualisées des recettes et des dépenses ont permis de construire la courbe du solde de trésorerie (Figure 2). Son évolution a mis en évidence : i) la fonction pivot de la recette cotonnière ; ii) la situation fragiles des producteurs (déficits prolongés).

---

<sup>5</sup> Généralement, ils grimpent en fin de saison sèche (période de soudure) puis baissent brutalement à la récolte.

<sup>6</sup> Le règlement est souvent différé au paiement du coton avec intérêt ou compensation.





**Figure 2.** Recettes/Dépenses et Solde de trésorerie des 4 exploitations étudiées (en Fcfa)

1°) Le paiement du coton en mars-avril a été la principale entrée financière des exploitations. Cette recette a été rapidement consommée pour rembourser des dettes, préparer la campagne et, quand il restait de l'argent, pour les investissements productifs. Parfois, la Sodécoton fractionne la commercialisation du coton en 2 marchés (décembre-février puis mars-mai). Cette double entrée d'argent fluidifie la gestion de la trésorerie des ménages et finance parfois des activités de saison sèche. Pour D.Z. et A.I., le second pic de trésorerie résultait respectivement de la réforme de 2 bovins (09/01), de la vente de sorgho (06/02).

2°) La première période de déficit est survenue en novembre-décembre. La récolte se terminait et les prix agricoles étaient bas. Les paysans ont limité les ventes au strict nécessaire (arachide le plus souvent) pour payer la récolte du coton et pour les dépenses de Noël. Ils ont préféré s'endetter à court terme chez un voisin (remboursement au paiement du coton) plutôt que de prélever dans les greniers de céréales (cas de A. I., J. K., B. T.). On a vu apparaître les premières demandes de crédit à cette période. Une seconde période de déficit est apparue en juin pour la préparation de la campagne agricole. Quand il faut labourer, acheter des intrants, embaucher de la main-d'œuvre, la demande de fonds est importante. Les mises en culture sont proportionnelles à la capacité de mobiliser les fonds nécessaires. Dans les banques rurales la demande de crédit s'envole (Kénikou, 2000 ; Raubec, 2001).

En définitive, dès qu'elles tombent les recettes sont en majorité absorbées par les dépenses obligatoires (fixes, dettes...). Les possibilités d'épargne sur les recettes monétaires sont limitées. Les paysans ont recours à des pratiques d'épargne spécifiques.

### L'épargne et sa valeur monétaire

L'épargne se déclinait en 3 composantes (Tableau III).

**Tableau III.** Structure de l'épargne des 4 agriculteurs étudiés

	J.K.	B.T.	A.I.	D.Z.
Liquidités (Fcfa)	0	20 000	40 000	90 000



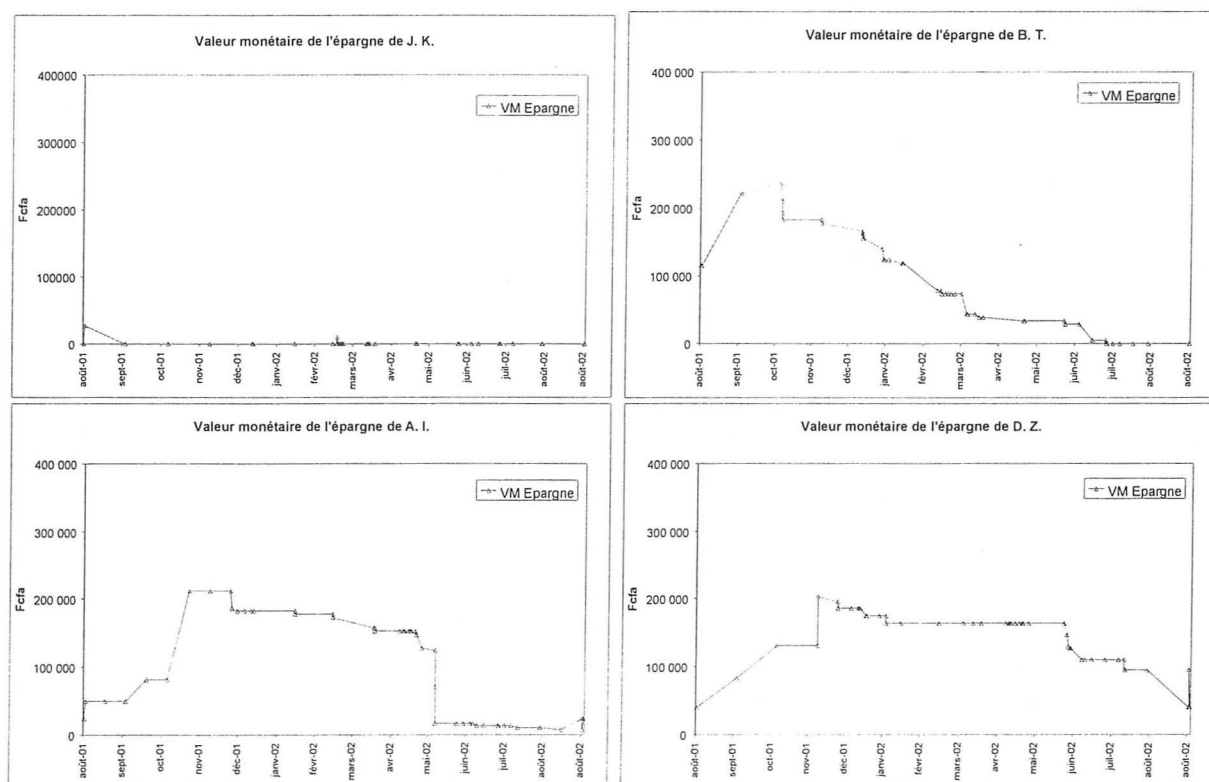
Produits agricoles (kg)	Maïs	0	0	100	600
	Sorgho	0	50	600	200
	Arachide	200	500	200	150
	Niébé	0	100	200	100
Petit bétail (unités)	Ovins/Caprins	0	7	3	4
	Porcins	0	5	0	0
	Volailles	2	5	10	6
Bovins (unités)		0	0	0	4

1°) Les liquidités (« sous le matelas » ou chez un « garde monnaie ») représentaient de faibles montants plutôt réservés au paiement des frais de santé.

2°) Les stocks de produits agricoles étaient la forme d'épargne la plus répandue et bien souvent la plus importante.

3°) Le petit bétail (volaille, ovins, caprins, porcins) représentait parfois une part importante de l'épargne du ménage (cas de B. T.). Seul D. Z. possédait du gros bétail.

Certains paysans, n'ont pratiquement pas d'épargne (cas de J.K.). Pour les autres, l'épargne a atteint un maximum à la fin des récoltes (Figure 3) puis a décliné selon un rythme propre à chaque cas. Chez B.T., des stocks agricoles insuffisants, une maîtrise approximative de l'élevage porcin (mortalités...) – et une petite recette cotonnière – ont conduit à un épuisement accéléré de l'épargne. A.I. et D.Z. ont appliqué une stratégie d'épargne plus équilibrée ce qui leur a permis : de retarder et de réduire la période d'étiage de l'épargne à respectivement 6 et 2 mois contre 12 et 7 mois pour J.K. et B.T., et comme nous le verrons ci-après de réaliser une partie de leur projet d'équipement agricole en juin 2002.



**Figure 3.** Valeur monétaire de l'épargne des 4 exploitations étudiées (en Fcfa)

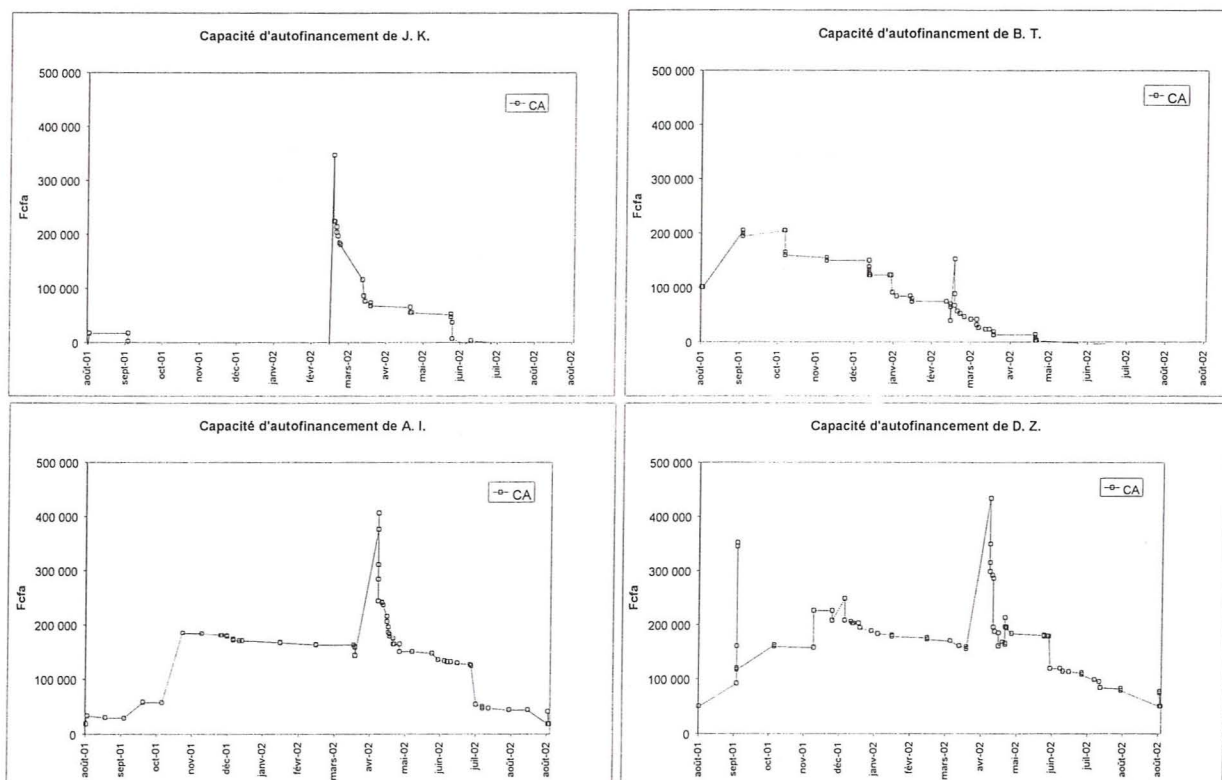
### Gestion des ressources et capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CA) des 4 producteurs a évolué selon 3 profils (Figure 4).

1°) cas de J. K. La CA était totalement liée au coton, d'où l'aspect du profil en pic aiguë prononcé. Après le paiement du coton, sa capacité d'autofinancement s'est épuisée rapidement avec le règlement des nombreuses dettes. Il a réalisé in extremis son projet de mariage mais son projet traction animale a avorté faute de moyens.

2°) cas de B. T. La CA était basée sur l'élevage (porcs, chèvres) et les vivriers, expliquant l'aspect du profil en pic obtus (maximum à la récolte et épuisement progressif de la CA). Ainsi, il a réalisé une partie de son projet traction animale en septembre (achat d'un âne). Par la suite, la CA s'est rapidement épuisée pour les mêmes raisons que l'épargne (stocks vivriers insuffisants, recette cotonnière faible, maîtrise approximative de l'élevage). Après avoir liquidés caprins et porcins, il ne lui restait qu'un sac d'arachide pour financer la campagne agricole. Le complément du projet traction animale était dès lors irréalisable.

3°) cas de A.I. et D.Z. Ces agriculteurs ont opté pour une stratégie plus équilibrée entre le coton, les vivriers et l'élevage, le profil de leur CA combinant les deux précédents. Ces exploitants avaient en commun : une épargne monétaire non négligeable, une production de vivriers suffisante pour couvrir les besoins d'autoconsommation du ménage, une recette cotonnière conséquente et des stocks de vivriers excédentaires dédiés au règlement des dettes, à la préparation de la campagne, aux dépenses pour l'équipement agricole et au bien être du ménage. A.I. et D.Z. sont parvenus à financer une partie de leur projet traction animale (respectivement 1 bovin et 1 bovin+1 charrue). Chez D.Z., l'élevage paraît prendre le pas sur le coton, ce qui est fréquemment observé lorsque les agriculteurs dépassent le seuil d'accumulation (propension à investir dans des activités plus rémunératrices que le coton, mais nécessitant plus de capital ; Havard *et al.*, 2000 ; Vall *et al.*, 2002).



**Figure 4.** Evolution de la capacité d'autofinancement des 4 exploitations étudiées (en Fcfa)



## Conclusion

Un échantillon de taille aussi restreinte a rendu possible une étude très détaillée des pratiques de gestion des producteurs, mais n'a donné qu'une idée partielle de la diversité des stratégies possibles. Partant de l'étude de 17 cas, Raubec (2001) a identifié, pour la région de Garoua, 4 types d'exploitations en matière de gestion de trésorerie et de trajectoire d'accumulation. Selon cette typologie, J.K. et B.T. se situeraient dans le groupe des exploitations ayant une superficie suffisante pour couvrir les besoins de la famille mais tout juste suffisante pour générer des excédents et accumuler. A.I. et D.Z. se situeraient dans la catégorie des exploitants ayant un accès au foncier suffisant pour lancer un processus d'accumulation, mais à des étapes différentes du cycle de vie de l'exploitation (A.I en phase de démarrage et D.Z. en phase de croisière). Il s'agit bien de 4 exploitations situées dans la moyenne, les 2 autres types étant soit des exploitations en état de grande précarité, soit des exploitations en situation beaucoup plus confortable.

Il convient donc d'être prudent avant de tenter une généralisation des conclusions de cette étude et de préciser leur domaine de validité : exploitations de taille très modeste (moins de 2,5 ha cultivés) en cultures pluviales avec un petit élevage intégré, situées un peu au delà du seuil d'accumulation.

Ce type de producteur acquièrent le plus souvent animaux de trait et équipements après le paiement du coton. La capacité d'autofinancement pour ces projets n'est jamais élevée (50 000 à 150 000 Fcfa). Sans crédit, il faut au moins 2 années pour acheter une paire de bovins et une troisième pour la charrue. Le crédit équipement permet de gagner 1 an. En traction asine, 1 à 2 années suffisent. L'argent du coton contribue principalement au financement de la traction animale, mais force est de constater que l'ensemble des ressources financières de l'exploitations est mobilisé. Combiner de manière équilibrée, coton, vivriers et élevage paraît être la stratégie la plus sécurisante.

Pour la majorité, en situation d'incertitude et de précarité, le financement de l'attelage constitue une étape très difficile. Ces agriculteurs maîtrisent assez bien les éléments techniques d'un projet « traction animale » mais ont des difficultés à concevoir une stratégie d'équipement à moyen terme. On perçoit encore nettement des difficultés d'anticipation des conséquences du passage à la traction animale. Mais, grâce au progrès de la scolarisation et au mouvement de professionnalisation, l'autonomie de cette catégorie de producteurs s'améliore progressivement. Cela se traduit notamment pour les agriculteurs participant à un programme expérimental de conseil de gestion (Djamen et *al.*, 2000), comme A.I. et D.Z., par une meilleure aptitude pour appréhender la complexité (pluri-activité...), des prises de risque mesurées et des projections technico-économiques dans l'avenir mieux maîtrisées leur permettant de concevoir des projets faisables.

Aujourd'hui, il est nécessaire de développer des méthodes de conseil à l'équipement qui prennent en compte la situation et les projets des producteurs. Dans le contexte de désengagement des Etats et de réduction des programmes de crédits à l'équipement garantis par le coton, ces méthodes pourraient aussi intéresser les banques rurales, pour identifier les projets solvables et rentables, former les paysans à la gestion d'un crédit et garantir les remboursements.

## Bibliographie

Djamen N P, Havard M, Djonéwa A., 2000. Vers une démarche d'aide à la décision adaptée aux exploitations agricoles du Nord-Cameroun : le conseil de gestion. N'Djaména, Tchad, PRASAC, Délégation Régionale, 15 p.

Gaudard L., 2001. Rapport semestriel de mai à octobre 2001. Garoua, Cameroun, Sodécoton, 50 p.

Havard M, Enam J, Abakar O., 2000. Les exploitations agricoles dans les terroirs de référence du PRASAC au Cameroun. Garoua, Cameroun, PRASAC, Délégation Nationale, 25 p.

Kénikou M C., 2000. Les marché financiers ruraux. Quelles particularités pour les exploitations agricoles du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun ? DEA en Sciences de Gestion, FSEG, Université de Ngaoundéré, Cameroun, 136 p.

Raubec S., 2001. Le financement de la traction animale en zone de savane cotonnière du Nord-Cameroun dans un contexte de libéralisation. Mémoire ESAT 1, CNEARC, Montpellier, France, 209 p.

Vall E, Dongmo Ngoutsop A L, Abakar O, Meyer C., 2002. La traction animale dans le nouveau contexte des savanes cotonnières du Tchad, du Nord-Cameroun, et de la Centrafrique. I. Diffusion de la traction animale et sa place dans les exploitations. *Rev Elev Méd vét Pays trop* 2002 (*sous presse*).